

Tunisie : Que récompense le Nobel ?

dimanche 18 octobre 2015, par [HMED Choukri](#), [YOUSFI Hèla](#) (Date de rédaction antérieure : 14 octobre 2015).

NB : Un article convergent est disponible sur ESSF
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36083>

La nomination du Dialogue national tunisien, dirigé par un quartet regroupant la puissante organisation syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica, syndicat patronal), la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et l'ordre des avocats au prix Nobel de la paix pour 2015 a provoqué, en Tunisie comme à l'étranger, un concert de louanges et d'autosatisfaction.

Rappelons les faits. Après les élections d'octobre 2011, qui ont amené le parti islamiste Ennah-dha à exercer le pouvoir aux côtés de deux autres partis (la troïka), l'Assemblée nationale constituante et le gouvernement ont été la cible de critiques de plus en plus acerbes. Au moment où l'Égypte du maréchal Al-Sissi liquidait l'expérience de l'alternance, en Tunisie, la multiplication des assassinats politiques et l'incurie du gouvernement ont nourri une contestation sans précédent, faisant vaciller la légitimité de la troïka.

A l'initiative d'un Front de salut national composé du parti Nidaa Tounes (nébuleuse conservatrice composée en grande partie de cadres de l'ancien régime) et du Front populaire (extrême gauche), le sit-in du Bardo a ainsi exigé, au cours de l'été 2013, la chute du gouvernement et la dissolution de l'Assemblée.

Trois groupes, revendiquant chacun un type de légitimité, se sont ainsi affrontés :

- * les islamistes et leurs alliés, forts de leur légitimité électorale ;
- * les organisations protestataires et les mouvements sociaux, qui se glorifiaient d'une légitimité révolutionnaire ;
- * les caciques de l'ancien régime et une partie de la gauche partisane, qui invoquaient la légitimité consensuelle pour sortir de la crise et revenir au pouvoir.

C'est cette dernière qui a prévalu. Dans ce contexte de crise politique, l'UGTT a réussi à relancer son initiative du « dialogue national » proposée en juin 2012 mais en s'alliant, cette fois-ci, avec le syndicat patronal Utica et deux organisations historiques de la société civile, obtenant ainsi une reconnaissance locale et internationale pour remplir le rôle d'artisan du consensus national.

Bien que des critiques aient dénoncé un dispositif concurrençant les fragiles institutions issues de l'élection, celui-ci a neutralisé, avec la collaboration de toutes les forces politiques et sociales du pays, le risque de dissolution de l'Assemblée constituante (seule instance issue de la volonté du peuple). Cette opération du quartet a abouti à l'adoption de la Constitution et a réussi à éloigner le spectre de la guerre civile.

Dans le même temps, il a contribué à un partage du pouvoir entre les deux adversaires politiques que sont les élites issues de l'ancien régime et les islamistes, ce qui explique, en partie, leur alliance actuelle au gouvernement.

Ce compromis a dès lors légitimement été perçu par une grande part des Tunisiens comme la négation de leur choix exprimé dans les urnes et comme le dévoiement des revendications

économiques et sociales, pourtant au cœur du processus révolutionnaire.

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, et ses aficionados ont beau jeu de voir dans l'attribution du prix Nobel la consécration des « solutions consensuelles » typiquement tunisiennes ; cette réjouissance dissimule mal les atteintes aussi flagrantes que régulières au texte de la Constitution ainsi qu'aux libertés publiques.

Ainsi, la récente loi sur le terrorisme viole-t-elle allègrement les droits de la personne quand le projet de loi sur la « réconciliation économique nationale » a pour objet de liquider les institutions et les dispositifs légaux de justice transitionnelle en blanchissant les hommes d'affaires et les dirigeants accusés de corruption.

La proclamation de l'état d'urgence, tout récemment levé, a autorisé le retour d'une gestion sécuritaire des mouvements sociaux qui s'est traduite par l'augmentation des cas de tortures et de mauvais traitements. Elle vient consolider l'accroissement sans précédent de la corruption au sein du ministère de l'Intérieur, attestée par les ONG, alors même que la réforme de cet « Etat dans l'Etat » constitue l'une des revendications centrales de la révolution du 17 décembre 2010.

Enfin, ce tournant sécuritaire ne parvient pas à faire oublier les piètres avancées sociales et économiques de l'actuel gouvernement. Il n'y a jamais eu de rupture avec le modèle prôné par Ben Ali.

La célébration par le prix Nobel du rôle politique de l'alliance « des ouvriers et des patrons » que représente la collaboration entre l'UGTT et l'Utica dans le dialogue national sonne dans les faits comme un avertissement adressé à toutes les fractions des classes populaires et moyennes portées par l'espoir d'une vie plus juste et plus digne.

Pourtant, alors que l'Utica a toujours représenté un réseau d'hommes d'affaires au service du pouvoir, l'UGTT constitue le seul espace d'action collective qui a su, bon gré mal gré, donner corps aux avancées sociales.

Même si depuis 2011 son rôle politique a pris le dessus sur sa mission sociale, l'organisation syndicale est tiraillée entre

- * une aile qui prône la négociation avec les élites économiques et politiques en échange de quelques augmentations salariales

- * une aile, plus radicale, qui pousse pour que l'organisation porte son action sur les questions sociales d'ordre national comme le chômage, la lutte contre la privatisation des services publics prévue par la ratification du traité de libre-échange avec l'UE, et le respect du droit du travail.

Mais celles et ceux, qui ont été à l'origine de la révolution de la dignité (et non, comme le stipule le comité d'attribution du prix Nobel, la « révolution de jasmin ») n'ont pas encore dit leur dernier mot.

* Hèla Yousfi est Maître de conférences à l'université de Paris-Dauphine. Elle est l'auteur de « L'UGTT, une passion tunisienne, enquête sur les syndicalistes en révolution (2011-2014) ». Editions Karthala (2015). Une présentation de cet ouvrage est disponible sur <http://www.essf.lautre.net/2011/spip.php?article34977>

* Choukri Hmed est Maître de conférences à l'université de Paris-Dauphine.

P.-S.

* Tribune parue le 14 octobre 2015 dans « Libération »

http://www.liberation.fr/monde/2015/10/14/que-recompense-le-nobel_1403959

* Un article convergent est disponible sur ESSF

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36083>

* Autres articles concernant la Tunisie <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique130>

Cliquer sur « sous-rubriques » pour accéder à celles-ci (A gauche, Economie, Ennahdha, islamisme, Femme, Histoire, Syndicalisme).